

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
PREFECTURE DE SALE
COMMUNE DE SALE

REGLEMENT DE CONSULTATION

**APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRES DES
PRIX
N° 61/CS/2025**

**ACHEVEMENT DE L'AMENAGEMENT D'UN POSTE DE
POLICE A L'ARRONDISSEMENT LAAYAYDA**

LOT UNIQUE

Marché passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix passé en application l'alinéa 1 du paragraphe 3-a de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2-22-431 DU 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

**Appel d'offre réservé aux petites et moyennes entreprises ; aux coopératives, aux
unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs**

Sommaire

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS

ARTICLE 3: MAITRE D'OUVRAGE

ARTICLE 4: CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

**ARTICLE 5: OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES
ET FINANCIERES DES CONCURRENTS.**

ARTICLE 6 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 7 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

ARTICLE 8 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

ARTICLE 9: LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS

ARTICLE 10: OFFRE FINANCIERE

ARTICLE 11 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS

ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS

ARTICLE 14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

**ARTICLE 15 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES
CONCURRENTS**

ARTICLE 16 : CRITERES D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

ARTICLE 17: MONNAIE DES FORMULATIONS DES OFFRES

ARTICLE 18 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
PREFECTURE DE SALE
COMMUNE DE SALE

REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert simplifié sur offres des prix N° 61/CS/2025

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de consultation a pour objet :

**ACHEVEMENT DE L'AMENAGEMENT D'UN POSTE DE POLICE A L'ARRONDISSEMENT
LAAYAYDA-LOT UNIQUE-**

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 21 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023), relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 précité. Toute disposition contraire audit décret est nulle et non avenue.

Seules sont valables les prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 21 et des autres articles du décret précité.

Ce marché est réservé aux petites et moyennes entreprises ; aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto entrepreneurs et ce en application de l'article 148 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023), relatif aux marchés publics.

ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique

ARTICLE 3: MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'ouvrage du marché objet du présent appel d'offres est le président de la Commune de Salé désigné ci-après par le terme "maître d'ouvrage" ou administration.

En application de l'article 4 paragraphe 12 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics, qui stipule que le maître d'ouvrage : l'autorité compétente ou toute personne désignée par elle en vertu d'une décision à l'effet d'assurer la préparation, la passation et l'exécution des marchés publics au nom et pour le compte de la commune de Salé.

ARTICLE 4: CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 précité le dossier d'appel d'offres comprend :

1. Copie de l'avis d'appel d'offres.
2. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
3. Le modèle de l'acte d'engagement ;
4. Le modèle du bordereau des prix détail estimatif
5. Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
6. Le présent règlement de consultation.

ARTICLE 5 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES SOUMISSIONNAIRES.

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 39 - 42 et 43 du décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 précité.

ARTICLE 6: RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dès la première parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports de publication prévus à l'article 23 du décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres doit être téléchargé obligatoirement depuis le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).

ARTICLE 7 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 précité et **l'arrête du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances chargé du budget N° 1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures des documents et des pièces relatifs aux marchés.**

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, via le Portail Marocain des Marchés Publics, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours (3 jours) avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.

Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

L'identité ou la dénomination du ou des concurrents ayant formulé la demande prévue au premier alinéa du présent article ne doit, en aucun cas, être divulguée.

ARTICLE 8: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 précité,

1. Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
 - ❖ Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises,
 - ❖ Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement des créances publiques.
 - ❖ Sont affiliées à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme.
 - ❖ Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché
2. Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :
 - ❖ Les personnes en liquidation judiciaire
 - ❖ Les personnes en redressement judiciaire sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
 - ❖ Les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du présent décret.
 - ❖ Les personnes prévues à l'article 65 de la loi organique 113-14 relatifs aux communes.
 - ❖ Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.
 - ❖ Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné
 - ❖ Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents

ARTICLE 9 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET QUALITÉS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 28 du décret 2-22-431 précité,

I) Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique.

A. Le dossier administratif comprend :

1 – Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

a) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

– s'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;

s'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :

* une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;

* un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;

* l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant

– s'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives. b)

la déclaration sur l'honneur ;

c) l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;

d) la convention constitutive du groupement prévue à l'article 150 du décret précité ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.

2 – Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixées à l'article 43 décret précité :

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;

c) une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

II. Lorsque le concurrent est un établissement public.

il doit fournir :

1) Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif prévues aux b) et c) de l'alinéa 1 du A du I) du présent article, une copie du texte l'habilitant à exercer les missions en relation avec les prestations objet du marché.

2) S'il est envisagé de lui attribuer le marché :

- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur
Du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu par **l'article 27** du décret précité ;
Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé l'attestation précitée n'est exigée que des établissements public soumis à l'impôt.
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la caisse nationale de sécurité sociale ou tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné.
La date de production au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux (a et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

III. lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :

- 1) Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif.
Prévues aux a), b) et c) de l'alinéa 1 du A du I) du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives.

2) Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché :

- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret précité ;
Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopératives est imposée;
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la caisse nationale de sécurité sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopérative est en situation régulière envers cet organisme conformément aux disposition de l'article 27 du décret précité ;

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus, sert de base pour l'appréciation de leur validité.

IV) Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :

1 – Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues aux b) et c) de l'alinéa 1) du A du I) du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.

2 – Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché, une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle l'auto-entrepreneur est imposé.

La date de production, au maître d'ouvrage, de cette pièce sert de base pour l'appréciation de sa validité

V-Lorsqu' il s'agit des petites et moyennes entreprises

Conformément à l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1502-23 du 24 kaada 1444 (13 juin 2023) portant application des dispositions de l'article 148 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics:

a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret précité.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné.

c) Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ; Conformément à l'article 4 de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1502-23 du 24 kaada 1444 (13 juin 2023) portant application des dispositions de l'article 148 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

- Pour les entreprises existantes : outre les pièces citées aux a, b et c, produire :

d) La ou les pièces justifiant que l'entreprise concernée est gérée ou administrée, directement, par les personnes physiques qui en sont les propriétaires, copropriétaires ou actionnaires ;

e) L'attestation mentionnant le chiffre d'affaires des deux dernières années n'excédant pas 75 Millions de dirhams ou l'attestation du bilan annuel n'excédant pas 50 Millions de dirhams délivrés par la direction générale des impôts.

f) une attestation délivrée par la CNSS attestant que l'effectif permanent employé ne dépasse pas 200 personnes.

- Pour les entreprises nouvellement créées de moins de deux années restent soumises à la loi 53-00.

Ces entreprises doivent produire, outre les pièces citées aux a, b et c, les pièces suivantes :

g) Produire une copie du programme d'investissement initial global n'excédant pas vingt-cinq millions

de dirhams

h) Produire une copie du ratio d'investissement par emploi de moins de deux cent cinquante mille dirhams.

On entend par entreprise nouvellement créée, toute entreprise ayant moins de deux années d'existence.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus, sert de base pour l'appréciation de leur validité.

B- un dossier technique comprenant :

Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant, éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé, avec précision de la qualité de sa participation.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

Conformément aux dispositions de l'article 30 du décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics ;

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- L'acte d'engagement, par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet de l'appel d'offres en question conformément aux conditions prévues au cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- Le bordereau des prix - détail estimatif.

1- Cas de groupement conjoint :

Le groupement conjoint doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et précise la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

2- Cas de groupement solidaire :

Le groupement solidaire doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, étant précisé que cet acte d'engagement peut, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché.

En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 11 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS

1- Contenu des plis électronique des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 30 et 32 du Décret n° 2-22-431 précité et de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, les plis doivent être déposés électroniquement par les concurrents.

Les plis sus-indiqués doivent comporter :

- Un dossier administratif précité ;
- Un dossier technique précité ;
- Une offre financière ;

2- Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics :

- Les concurrents doivent présenter leurs dossiers par voie électronique, Chacune des pièces constituant la réponse du concurrent à la consultation, est insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique la concernant. Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document est signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces d'ordre administratif et technique dématérialisées.
- Les pièces contenues dans chacune des enveloppes doivent être signées électroniquement et séparément par le concurrent ou son représentant, à l'exception des pièces dématérialisées.
- Les plis des concurrents sont chiffrés par le portail des marchés publics avant leur dépôt par voie électronique selon les conditions d'utilisation du portail.
- Les plis sont déposés, par le concurrent ou la personne dûment habilitée, à le représenter dans la procédure de passation du marché, moyennant le certificat de signature électronique selon les modalités visées à l'article 6 de l'arrêté sus-indiqué.
- Le dépôt des plis l'objet d'un horodatage automatique au niveau du portail des marchés publics, mentionnant la date et l'heure du dépôt électronique et celles de l'envoi de l'accusé de réception électronique au concurrent concerné.
- La signature électronique s'effectue au moyen d'un certificat de signature électronique délivré par l'autorité agréée conformément à la législation et la réglementation en vigueur

Conformément aux dispositions de l'article 32 du Décret n° 2-22-431 précité, et conformément aux dispositions du chapitre IV de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1692-23 du 04 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics, le dossier présenté par chaque concurrent contient deux enveloppes électroniques distincts :

- a) La première enveloppe contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés, signés et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité.
 - b) La deuxième enveloppe contient l'offre financière du concurrent, Elle doit être chiffrée par le portail des marchés publics et intitulée "offre financière"
- NB: les pièces sus mentionnées sont insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique le concernant .

ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Les plis des concurrents sont déposés par voie électronique selon les conditions d'utilisation du portail des marchés publics et celles prévues aux articles 12 et 13 de l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics.

Tout pli électronique déposé postérieurement à la date limite de remise des plis est automatiquement rejeté par le portail des marchés publics

ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS

Tout pli déposé peut être retiré par le concurrent antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait de tout pli s'effectue au moyen du même certificat électronique ayant servi au dépôt de ce pli.

Les informations relatives audit retrait sont enregistrées automatiquement sur le registre de dépôt des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues au présent chapitre IV de l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics et avant la date limite de remise des plis.

ARTICLE 14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante jours qui commence à courir à compter de la date de la séance d'ouverture des plis

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu à l'alinéa précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, ou tout autre moyen de saisie donnant date certaine en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe. A cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

Dans ce cas :

- a) Les concurrents ayant donné, dans les mêmes formes, leur accord à la demande de prorogation, avant la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage, restent engagés pendant le délai supplémentaire convenu ;
- b) Les concurrents qui n'ont pas donné leur accord à la demande de prorogation ou qui n'ont pas répondu dans le délai qui leur est imparti sont libérés de leurs engagements vis-à-vis du maître d'ouvrage et mainlevée leur est donnée de leur cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage ;

- c) Dans le cas où aucun des concurrents n'a donné son accord à la demande de prorogation ou n'a répondu dans le délai qui lui est imparti, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage. Dans ce cas, il est procédé à l'annulation de la procédure.

ARTICLE 15 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES SOUMISSIONNAIRES.

La séance d'ouverture des plis des concurrents est publique. Elle se tient au lieu, au jour et à l'heure prévus par l'avis d'appel d'offres. Si ce jour est déclaré férié ou chômé, la réunion se tient le jour ouvrable suivant à la même heure.

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des soumissionnaires s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 39--42-43 et 44 du décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 précité.

ARTICLE 16 : CRITERES D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Pour l'attribution du marché, le seul critère à prendre en considération après admission des concurrents est l'offre économiquement la plus avantageuse qui est la mieux-- disant par rapport au prix de référence au présent marché et telle que définie à l'article 43 et 44 du décret n°2-22-431 du 08 mars 2023 précité.

Le prix de référence des offres est égal à la moyenne arithmétique résultant de l'estimation du coût des prestations établies par le maître d'ouvrage et de la moyenne des offres financières des concurrents retenus.

Définit comme suit :

$$P = [E + (\text{somme des offres financières} / \text{nombre des offres financières})] / 2$$

Avec :

- P : prix de référence
- E : Estimation du coût des prestations établies par le maître d'ouvrage

ARTICLE 17 : MONNAIE DES FORMULATIONS DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 21 paragraphe 3 du décret n°2-22-431 précité,

Le dirham marocain est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

ARTICLE 18: LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Conformément à l'article 21 du Décret n° 2-22-431, les pièces contenues dans les dossiers et les offres, ainsi que toute correspondance avec le maître d'ouvrage, présentées par les concurrents doivent être établies en langue arabe ou en langue française.

ARTICLE 7 : VALIDITE DES OFFRES ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Le marché qui résultera du présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par le président de la commune de salé.

Et conformément aux prescriptions de l'article 143 du décret n° 2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023),

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Lorsque le délai de validité des offres est prorogé conformément aux dispositions de l'article 36 du décret précité, le délai de notification de l'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est prorogé d'une période supplémentaire qui ne peut dépasser la période de prorogation de validité des offres fixée par le maître d'ouvrage et acceptée par les concurrents.

Sans préjudice des dispositions de l'article 36 du présent décret, le maître d'ouvrage peut, le cas échéant, demander à l'attributaire, de proroger la validité de son offre d'une durée supplémentaire ne dépassant pas trente jours. A cet effet, il lui fixe une date limite pour faire connaître sa réponse.

Cette demande doit être adressée à l'attributaire, avant l'expiration du délai de validité, par voie recommandée avec accusé de réception.

L'attributaire, dûment saisi, doit faire connaître sa réponse, par tout moyen pouvant donner date certaine, avant l'expiration de la date limite qui lui est impartie par le maître d'ouvrage.

Si l'attributaire accepte le nouveau délai proposé, il reste engagé vis-à-vis du maître d'ouvrage pendant ce nouveau délai.

Si l'attributaire ne donne pas son accord à la demande de prorogation du délai de validité de son offre ou s'il ne répond pas dans le délai qui lui est imparti par le maître d'ouvrage, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire au plus tard quarante-huit heures à compter de la date de réception de la réponse de l'attributaire ou à l'expiration du délai qui lui est imparti. Dans ce cas, il est procédé à l'annulation de la procédure.

En cas d'absence de notification de l'approbation du marché durant le délai imparti, du marché prorogé le cas échéant, le maître d'ouvrage établit un rapport explicitant les raisons qui ont conduit à la non-approbation ou à la non-notification du marché. Ce rapport est versé dans le dossier du marché.

Chef de Service

Chef de Division

Lu et accepté par


Abdellatif BENCHOUCHA
Chef de Service de Bâtiment


Khali KHABLA
Chef de Division des Travaux
et d'Aménagement Urbain

**Le Président de La Commune
de Salé**




Omar SENTISSI
Président de
la Commune de Salé